

MEMOIRES



Le temps de la conquete2
Le berceau des hommes de la liberté4
L'esprit du journal de "Norko Vat"6
La colonisation française en Indochine et la guerre mondiale 8
Les anecdotes racontée par M. Bun Than 9

LA COLONISATION FRANÇAISE ET LES HOMMES DE LA LIBERTÉ

LE TEMPS DE LA CONQUETE

Le 11 août 1863, le Royaume du Cambodge signe avec la France un traité de protectorat. Le 17 juin 1864, ce traité est ratifié par le roi, Norodom, fils aîné du Roi Ang Doung (1845-1860). C'est Ang Duong, qu'en a fait une demande à la France impériale, puis républicaine, déjà présente au Vietnam. Par ce traité, le Cambodge perd une souveraineté extérieure et gagne en contrepartie assistance de la France dans le maintien de l'ordre intérieur et face aux agressions externes. Il faut noter que la désignation Norodom (1860-1904) comme héritier du trône a été contesté par ses deux demi-frères, Sisowath et Si Votha. Si Votha mène une révolte armée contre Norodom, avec l'appui de quelques grands dignitaires, qui oblige ce dernier à se réfugier à Bangkok (1861). Réinstallé par le roi du Siam, Mongkut, il est désormais dépendant de la cour de Bangkok. Le prince Si Votha se retire dans le Nord-Est du pays et continue de contester la légitimité de son frère jusqu'à sa mort en 1891.

Quelques années plus tard, la cour de Norodom est secouée par deux révoltes populaires, Achar Sua (1864-1866) et Poukombo (1866-1867). Elles sont vite réprimées par l'armée royale avec l'aide de la France. Cette année-là, le Roi Norodom abandonne, sur le conseil des français, sa capitale d'Oudong pour la ville « Quatre-Faces » (Krong Chatomouk), Phnom-Penh, accessible par le Mékong en toutes saisons aux bateaux de mer. Il faut bien comprendre que les Français fixent toujours les yeux sur le Mékong et vers l'amont de celui-ci, c'est-à-dire la bouché vers la Chine. Au point que, en 1867, au terme de négociations depuis 1865, la France cède au Siam, malgré les protestations du roi Norodom, les provinces les plus riches du Royaume : Battambang et de Siem Reap. Il faut attendre jusqu'en 1907, pour que le Siam accepte, sous la pression française, en échange de quelques territoires khmers, de restituer ces provinces au Royaume du Cambodge.

À la longue, les protecteurs se comportent comme maître du pays. Le Cambodge protégé se transforme en un pays de colonie de la France. Celle-ci impose au Roi Norodom par une convention du 15 juillet 1884, appelée convention « Thomson » (nom du gouverneur de Cochinchine) de lui accorder une totale liberté d'action réformatrice du Royaume et de mettre fin des pouvoirs traditionnels du roi. Le 17 octobre 1887, la France intègre le Cambodge dans l'Union indochinoise, composée de l'Annam, du Tonkin (côté vietnamien), la Cochinchine (côté cambodgien) et le Laos. Le 11 juillet 1897, la France exige du roi de signer une ordonnance royale portant réorganisation des institutions gouvernementales du pays. Ces trois traités complémentaires font perdre le Cambodge son autonomie politique, c'est-à-dire son indépendance nationale. Après la mort du roi Norodom, son frère Sisowath prend sa succession. Il règne dans un Cambodge soumis totalement aux autorités coloniales jusqu'à sa mort en 1927. Son fils aîné, Sisowath Monivong, lui succède. Le roi Monivong meurt en 1941, sous pression française, son fils aîné Sisowath Monireth est écarté au profit d'un petit fils, Norodom Sihanouk.

Les orientalistes écrivent que la perte de l'indépendance du Cambodge s'inscrit dans le cadre général de la politique d'impérialisme colonial des grands puissants de l'époque. On disait toujours que la Thaïlande pouvait sauvegarder son indépendance, c'est dû à la rivalité coloniale Franco-Anglaise. Les Khmers voudraient bien accepter cette fatalité circonstancielle, mais ils ont quand même le droit de poser aujourd'hui la question : Est-ce que, la France avait vraiment défendu les intérêts Khmers, conformément au traité du protectorat ? Ils aiment dire entre eux ceci : « La protection assurée par ce qui n'est pas protecteur, mais maître, cette protection-là n'est pas la protection ».

Pendant quatre-vingt-dix ans, le Cambodge a été anesthésié par le Protectorat français. Cet état, ne permettait pas à la société khmère de régénérer dans son sein un esprit nationaliste. De cette période, la faiblesse des mouvements nationalistes était frappante. Celle-ci offre une passivité qui semble répondre à l'idéal colonial. Nous savons que la détresse d'un peuple n'est pas la pauvreté de son pays, mais sa passivité ou l'impossibilité d'utiliser ses capacités. Ainsi les nationalistes qui vivent sous le régime colonialiste ou totalitaire ne peuvent échapper à cette détresse. Accepter avec sérénité tout ce qui nous arrive en ce bas monde, comme l'unique

sagesse et la vertu suprême de l'homme, est-il acceptable pour un peuple bouddhique Khmer ?

LE BERCEAU DES HOMMES DE LA LIBERTÉ

Par tout à fait, car la révolte, au mois de janvier 1885, sous l'impulsion de Si Votha qui réanimait les maquis implantés dans le Nord-Est, avec l'aide bien sûr du roi Siamois, dont le ton est antifrançais, faisait réfléchir l'arrogance des autorités coloniales. Elles sont obligées de faire d'importantes concessions de leurs réformes qui touchent directement à la tradition millénaire khmère, pour ramener la paix au pays. Dans cette insurrection violente que les Français étaient incapables de faire taire par les armes pendant un an et demi était une démonstration du nationalisme khmer contre l'étranger. Le propre khmer, c'est-à-dire la tradition, repoussait sans ménagement l'esprit d'étranger. À partir de cet avertissement, les Français étaient aussi obligés de ménager les susceptibilités nationales khmères. Cette idée est nouvelle pour les colonisateurs depuis le traité de 1863, comme dit Alain Forest dans son livre « Le Cambodge et la colonisation française », parce qu'elle a mis en échec non seulement les réformes, momentanément, mais aussi, durablement, les volontés des Français d'annexion le Cambodge dans la Cochinchine française, dont les Vietnamiens sont du plus puissant par le nombre.

Cinquante et un ans plus tard, c'est-à-dire en 1936, il y a une nouvelle lueur d'espoir qui venait réchauffer le cœur des intellectuels. Une sorte d'exaltation calme, mais une menace pour l'autorité coloniale. Ces hommes ont lu et entendu parler des faits politiques extérieurs ailleurs. Trois exemples qui leur poussaient à réfléchir et ensuite à réagir :

1. L'instauration de la première République en chine en 1912. Une nouvelle forme d'expression de l'indépendance nationale et de la liberté pour le peuple chinois. Au Cambodge, on commence timidement à parler dans les milieux Chinois, les trois principes du Docteur Sun-Yat-Sen, le fondateur de la République en chine : Le nationalisme, la démocratie et le socialisme. Sun-Yat-Sen a prononcé le 6 mars 1927 à la réunion du Comité Exécutif du Kuo-

Min-Tang à Canton son discours pour réactiver ses trois principes du peuple : « Les principes du Président Lincoln sont les miens : Un gouvernement du peuple, élu par le peuple, pour le peuple ». « Au cours de la Grande guerre, le Président Wilson a lancé le mot d'ordre : les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Notre socialisme ne signifie pas autre chose ».

Nous pouvons résumons ici quelques lignes des trois principes du Docteur Sun-Yat-Sen :

- **Le nationalisme** : Il nous faut restaurer le prestige chinois, unifier les races vivant en Chine pour faire un peuple, un État National chinois.

- **La démocratie** : Pour réaliser, il faut tout d'abord adopter les quatre formes des droits électoraux directs : suffrage universel, référendum, droit d'initiative et de révocation.

- **Le Socialisme** : Première tâche est de distribuer équitablement la terre. Réduire les inégalités entre le riche et le pauvre. Moderniser les moyens de production agricole. Encourager le développement des industries chinoises. En un mot, il faut développer l'économie chinoise en évitant de commettre les erreurs commises par les grands puissants économiques dans le temps passé.

2. Dès les années 1870, le Japon, un pays asiatique, connaît un processus de croissance et de développement : L'industrialisation du Japon va de pair avec le développement agricole. Celui-ci se caractérise par la rupture d'avec le régime féodal et l'ouverture du pays au monde extérieur. Ce développement est vu par les autres pays asiatiques comme un espoir. Si les Japonais, peuple asiatique, savent le faire, pourquoi par nous. De plus, la victoire navale des Japonais contre l'Empire Russe en 1905 confirme l'essor du Japon. Elle est vue comme une fierté asiatique.

3. La lutte des lettrés vietnamiens en 1900 et 1910 contre les Français pour l'indépendance de leur pays. Plus tard, en 1926, Bui Quan Chieu, chefs des modérés, présentera les revendications de son parti au nom des « droits de l'indigène ». Ce « cahier » comporte huit points :

1. Amnistie générale pour les détenus politiques.
2. Égalité des droits entre Vietnamiens et Français d'Indochine.
3. Liberté de presse et liberté d'opinion.

4. Liberté d'association et liberté de réunion.
5. Liberté de voyage dans le pays et à l'étranger.
6. Liberté d'étudier, ouvertures d'écoles techniques et professionnelles.
7. Remplacement du régime des décrets par celui des lois.
8. Installation d'une délégation vietnamienne près du gouvernement français pour le règlement des questions concernant les Vietnamiens.

Quelques mois avant la présentation de cette revendication, en juin 1925, Nguyen Ai Quoc a fondé un mouvement avec six autres hommes, le Viet Nam Thanh nien cach mang dong chi hoi, en abrégé Thanh nien, premier noyau du futur parti communiste vietnamien. En même temps Quoc crée un hebdomadaire clandestin. Dans le journal, il fait appel à l'esprit d'indépendance et aux sentiments nationalistes caractéristiques du tempérament annamite. Cinq ans plus tard, en 1930, est né le parti communiste vietnamien. Le 18 février 1930, Nguyen Ai Quoc et les dirigeants du Parti, publient un Programme d'action « minimum », exposant en dix points les objectifs immédiats de la révolution vietnamienne dont la conquête complète de l'indépendance d'Indochine fait partie.

Nous sommes en 1936, au Cambodge, il y avait un poignet d'hommes que je les appelle les « hommes de la liberté » qui appariaient dans divers milieux, en particulier dans celui du bouddhisme et des beaux-arts : « Ils se sont rencontrés, discutent sur la situation du pays, les causes profondes de ses maux, et posent enfin sans détour, comment faire pour sortir le pays du problème du mal sous toutes ses formes ? ». Ils puisent leur intelligence réflexive pour aboutir à une décision : créer un journal pour sensibiliser l'opinion publique sur les idées de l'indépendance nationale. Ils donnaient le nom à leur journal en Pali « Nagaravatta », c'est-à-dire Norkor Vat (le pays des pagodes).

L'ESPRIT DU JOURNAL DE "NORKO VAT"

Pendant la période de 1936 à 1942 :

Face à la misère perpétuelle du peuple khmer, les animateurs du journal ou les hommes de la liberté posent sans détour la question : quelles sont les causes profondes de la misère du peuple ? La Chine dit, c'est le féodalisme. Elle change le régime de gouvernement en proclamant la république du peuple. Le Japon ouvre la porte pour faire entrer les techniques occidentales, mais maintient toujours l'esprit japonais. Le Vietnam dit, c'est le colonialisme ; il lutte pour l'indépendance nationale et bâtit en même temps le socialisme. Le Cambodge n'est pas la Chine, il n'a pas non plus la capacité du Japon, mais il subit le même sort que son voisin, le Vietnam, ennemi depuis toujours. Le Cambodge n'a pas les moyens comme le Vietnam :

-Le nombre important de la population (proche de 20 millions d'habitants) qui lui permet de choisir la voie de la lutte armée contre les Français ;

-Les qualités de son peuple ;

-Le nombre important des intellectuels qui sont susceptibles d'abandonner leurs comforts personnels pour une grande cause nationale.

Ce constat est amer pour les hommes de la liberté, mais il représente une réalité à ne pas ignorer. Au-delà des exégèses du sens des textes des Chinois, Japonais, Vietnamiens, les principaux dirigeants du journal « Norkor Vat », Son Gnoc Thanh, Pach Chhoeun, leu Koeus, en tête, avaient choisi une voie originale : Rassembler toutes les forces traditionnelles du pays pour libérer le pays de la colonisation française. Ces forces sont : la monarchie, qui représente la tradition, la religion, qui représente le peuple, et le laïque, qui représente les hommes de culture. Selon le Professeur Keng Vannsak, qui a passé en France plus d'un mois en compagnie de Thanh pendant ses séjours surveillés par la police française : « Thanh ne parlait jamais de la république. Ses préoccupations majeures étaient plutôt sur les projets de libération du pays de la colonisation française. Pour Thanh, la question est moins de savoir ce que sont les intentions, moins de définir ses objectifs que de passer en revue ses moyens. L'intelligence du peuple est sortie du désir de l'action ». Ces moyens sont là pour les hommes de la liberté : La jointure des trois forces vives du pays.

Leurs actions étaient articulées de façon suivante : Faire passer les messages simples au pays par le biais d'un journal. C'est un travail

de sensibilisation qui était considéré par eux comme une étape nécessaire pour constituer une force nationale :

- L'union fait la force nationale ;
- Le pays a besoin de se redresser, de se moderniser et de se transformer en s'appuyant sur la force nationale ;
- L'avenir du pays est dans les mains des Khmers ;
- La tradition nationale vaut plus les modes étrangères ;
- Les Khmers d'aujourd'hui ne sont que l'ombre des Français de l'Indochine, donc ils dépendent d'eux.

Ces termes ont été écrits par les hommes de talents, tels que : les vénérables Hem Chieu, Khieu Chum, Pâng Khath et les hommes de savoir, Sim Var, Tep Pân, Chien Lien, Mich Nakry et les autres.

De 1936 à 1942, c'est la période de préparation d'esprit du peuple khmer à se faire confiance en sa propre force pour reprendre son destin en main. C'est aussi de le faire rêver de l'avenir meilleur dans un Cambodge indépendant.

LA COLONISATION FRANÇAISE EN INDOCHINE ET LA GUERRE MONDIALE

Après la signature du Pacte germano-soviétique, Hitler lança ses armées sur la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, sans déclaration de guerre. En application de leur alliance, la France et le Royaume-Uni déclarèrent la guerre à l'Allemagne.

En France, après quelques jours de combat acharnés, sa ligne de défense fut percée. Dès lors, plus rien ne pouvait enrayer l'avancée nazie. Le Président du Conseil Paul Reynaud démissionna et le nouveau gouvernement du maréchal Philippe Pétain choisissait de demander l'armistice le 17 juin 1940. Il fut signé le 22 juin. L'Allemagne occupait la partie nord et ouest de son territoire. Pétain instaurait en France un régime autoritaire et collaborateur, désigné sous le nom officiel d'État français, dit plus couramment « régime de Vichy ».

Désireux de venger l'affront fût par la France à son Royaume en 1893 et 1904, la Thaïlande profita de l'invasion de celle-ci par l'Allemagne et se lança en janvier 1941 contre le Cambodge et le Laos, déclenchant la Guerre franco-thaïlandaise. Aucun camp n'étant en mesure de remporter la victoire, le litige fut tranché par le Japon, présent au nord de l'Indochine depuis septembre 1940 et qui octroya à la Thaïlande une partie du Cambodge (Battambang, Siemreap et Sisophon) du Laos.

Le 9 mars 1941, la France de Vichy avait conclu avec le Japon sous la pression de ce dernier une convention, appelée convention de Tokyo, qui donnait droit à l'armée japonaise d'utiliser l'Indochine comme bases arrière de l'armée impériale. Ces bases servaient plus tard à envahir la Malaisie et la Birmanie. Au Cambodge, les mouvements khmers Issarak (Khmers Libres) firent son apparition avec l'arrivée des Japonais et la réoccupation des provinces Nord-Ouest par les Thaïlandais. L'objectif de ces mouvements était de combattre contre les Français pour l'indépendance du Cambodge. Le 23 avril 1941, le Prince Norodom Sihanouk est désigné par le Conseil de la Couronne pour succéder à son grand-père, le Roi Sisowath Monivong. Il avait 19 ans.

Le 7 décembre 1941, l'Empire du Japon, allié de l'Allemagne depuis 1936 et en guerre depuis 1937 avec la République de Chine, attaqua les États-Unis, restés jusque-là en dehors de la guerre. Il détruira par surprise l'essentiel de la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor. Au même moment a lieu l'invasion de la Malaisie britannique. L'Armée impériale japonaise envahit ensuite le Commonwealth, des Philippines et les Indes orientales néerlandaises. En 1942, Son Gnoc Thanh et Pach Chhoeun et les autres membres du journal croyaient le moment venu pour réclamer l'indépendance du Cambodge avec l'aide des Japonais. Ils s'activaient pour préparer un coup d'éclat dans la capitale de Phnom-Penh contre les Français. Le vénérable Hem Chieu était très actif, chaque nuit sous sa maison (Kot), il réunissait ses moines disciples pour discuter la politique de l'indépendance nationale.

LES ANECDOTES RACONTÉE PAR M. BUN THAN

Ce qui est étonnant dans cette histoire, c'est que le berceau des idées révolutionnaires khmères était une petite boutique de café, appelé « le Café Khmer ». L'idée d'ouverture de ce café venait d'un joaillier, nommé Bun Than, né en 1904. Au départ, Bun Than voulait tout simplement aider un ami, sans emploi fixe et sans formation précise, nommé Bun Chan Mol. Pour Bun Than, Mol est un homme bien, actif. Il était un boxer amateur, il boxait souvent pendant la fête de nouvel an khmer à la place principale de la capitale (Viel Méng). Le boxeur était un fils d'un dignitaire (Okgna), nommé Bun Chan Mongkol qui était un gendre d'un grand dignitaire (Homa Montrey), nommé Pok Douch. Les parents de Bun Chan Mol avaient neuf enfants, six garçons et trois filles. Parmi les frères et sœurs de Bun Chan Mol, il n'y avait que M. Bun Chan Plan qui avait suivi une formation supérieure.

Bun Than avait proposé à Bun Chan Mol et à une autre personne, nommé Ponna, de s'associer à lui pour ouvrir un café. Deux cents Riels de chaque pour ses deux amis, quant à lui, il a mis 300 Riels dans le capital du journal. Le but de cette ouverture était au départ de créer un centre de recrutements des étudiants des beaux-arts pour l'entreprise de Bun Than et un lieu de rencontres des fonctionnaires de l'Ecole Supérieure Bouddhique. La boutique de café se trouvait à côté du marché Chiyèk, rue Pavi. M. Pach Choeun et Son Gnoc Than et les autres intellectuels fréquentaient tous les jours ce café ; le matin avant leur travail et après-midi après leur travail. À la longue, ce café se transformait en lieu de discussions politiques dont le sujet était l'indépendance nationale. La police française s'aperçoit vite de cette agitation. Elle envoyait de temps en temps ses agents au café pour observer discrètement les activités d'agitateurs. Les agents français étaient repérés vite aussi par le personnel du café. Pour prévenir ses clients politiques qu'il y ait un agent secret de police dans le café, il mettait une tête de chien en bois sur le comptoir. Quand on voit la tête de chien, on ne parle plus de la politique. Quelque temps plus tard, les hommes de liberté de première heure, avaient décidé de créer un journal, dont le nom était « Angkor Wat ». Le bureau du journal était composé des personnes suivantes : M. Pach Choeun, Directeur du journal ; M. Soc Gnoc Thanh, Ieu Koeus, Sim Var, Gnor Hong, Chum Moung, Noun Daung, Rédacteurs ; Vénérables Hem Chieu, Khieu Chum, Pâng Khath, M. Bun Chan Mol, Tep Pân, Chien Lien, Mich Nakry, etc. ; Correcteurs et travaux d'édition, Commerciaux. Le but recherché par le journal était de réveiller la conscience nationale. Voici une anecdote : « Le Directeur de prison invitait un des

vénérables cités ci-dessus, à venir dans la prison pour faire des sermons pour les détenus. Séduits par les paroles du moine, ils déclenchaient la mutinerie contre les geôliers. Au cours de cette révolte, il y avait beaucoup des détenus qui font la belle. À partir de ces jours-là, l'autorité pénitentiaire n'invitait plus les moines dans la prison ».

Au cours d'un entretien avec le frère du roi (Monivong), le prince Pinara, Bun Than avait parlé du journal au prince. Celui-ci avait fait un don de 1 000 Riels au journal, une somme très importante de l'époque. M. Pach Choeun était déplacé pour recevoir l'argent de la main du prince. Le journal était populaire. On commençait à imprimer d'un nombre de 500 journaux par semaine. Il était vite atteint à 7 000 en espace de deux mois de publication. Devant ce succès, l'autorité française commençait à avoir de soupçon sur le but recherché par le journal. Dans le premier temps, elle instaurait la censure. Le journal devait présenter à l'autorité coloniale tous les textes avant de mettre en presse. Elle cherchait tous les prétextes pour empêcher ou retarder la publication.

Un jour, il y avait un Français, nommé Pathé qui venait voir Samdech Sangkareach Choun Nat, Chef religieux, en lui demandant de se faire moine. On savait bien que M. Pathé ne fût pas venu pour apprendre les enseignements du Bouddha, mais pour surveiller les activités nocturnes des bonzes dans la pagode. Toutes les nuits de 21h à 23 h, il faisait la ronde dans la pagode pour faire son travail d'agent de renseignements. Hem Chieu en informa Samdech Choun Nat. Celui-ci ne croyait pas un mot d'Hem Chieu et dit à ce dernier qu'il connaît très bien M. Pathé. Hélas ! Hem Chieu avait répondu à son supérieur : « Je suis un ignorant, mais je me souviens bien de votre enseignement : il ne faut pas faire confiance aux Français, des gens qui travaillent pour le Résident Supérieur français et n'écouter point leurs discours ». Samdech Choun Nat l'avait répondu : « Ne vous faites des soucis pour ça ; je fais confiance à M. Pathé ».

Deux mois après, on signalait la disparition d'un disciple Achar Hem Chieu. Quelques jours après de cette disparition, les policiers étaient venus arrêter Hem Chieu et M. Chum Moug et Noun Doung à l'Ecole Supérieur bouddhique. Les trois ont été amenés à la poste de police française. Ensuite les policiers ont amené le vénérable Hem Chieu au Ministère de l'Intérieur pour exiger du Ministre Tea San de faire une requête auprès Samdech Choun Nat pour

défroquer le Vénérable Hem Chieu. Le 20 juillet 1942, M. Pach Chheun et Son Gnoc Thanh, à la tête des milliers d'habitants de Phnom-Penh dont deux cents moines, se manifestaient pour demander l'autorité française de libérer Hem Chieu. Le cortège, une longueur environ d'un kilomètre, partait de la pagode Laing Ka, passait par le lycée Sisowath à destination poste de police et le siège du Résident Supérieur, situé à côté du Wat Daun Penh. Le Vénérable Pâng Khath et ses disciples étaient chargés de faire des banderoles. Ils travaillent toute la nuit. Mille tracts ont été rédigés à la main. Les tracts ont été distribués dans toutes les pagodes de la capitale pour inviter tous les moines à venir participer à cette manifestation. Vingt agents de propagandes parcouraient la capitale en vélo avec chacun cinquante tracts dans son sac pour faire ce travail délicat et dangereux pour leur propre sécurité.

Les manifestants ont été attendus par quelques Français et la force de Police devant le siège du résident Supérieur. M. Pach Choeun, le représentant des manifestants, a lu la requête dans laquelle il demandait à l'autorité française de libérer le Vénérable Hem Chieu. Le représentant de l'autorité française rejeta la demande, mais accepta de prendre la requête pour en examiner. Pach Chheun réitéra sa demande encore et encore. Le dialogue de sourde s'instaurait entre les deux parties et irritait l'impatience des Français. Ils étaient autour de Pach, un des leurs sortit son pistolet, pointa sur Pach en menaçant de tuer. Les moines se précipitèrent pour aider Pach, mais ils ont été repoussés par les Français : Les moines poussent, les Français reculent ; les Français repoussent, les moines résistent. Ces mouvements se répétaient interminablement. Du côté des manifestants, ils demandèrent les renforts. Les moines en première ligne servaient leur parasol comme bâton pour frapper les Français. Bun Chan Mol leva son vélo et le jeta sur les Français. Vu le danger, un Français tira quelques balles dans l'air pour faire disperser les manifestations. Entendus des coups de feu, les manifestants se dispersèrent en une vitesse d'éclair. En quelques minutes seulement, il n'y avait personne sur les lieux de contestation.

La nuit tombante, la Police française s'activait à chercher et arrêter les meneurs du mouvement. Le Vénérable Pâng Khath et Bun Chan Mol étaient les premières victimes de cette journée. Son Gnoc Thanh se réfugia à l'État-Major de l'armée japonaise. Achar Sok et Chien Lien partirent en Thaïlande. Bun Than quitta la capitale pour se cacher à Nsay Bol, province de Prey Veng. Le siège du journal

« Angkor Wat » et son imprimerie furent saccagés en un tournemain par la police française. La totalité des suspects arrêtés à la veille furent immédiatement amenés en Cochinchine et jetés dans la prison de Saïgon. Le 19 décembre 1942, le vénérable Hem Chieu et Bun Chan Mol ont été sommairement jugés par la cour martiale et écroués dans la prison de l'île Trâlach. Six mois après, le Vénérable Hem Chieu mourut de gale et l'épuisement et sans soins dans sa cellule où les punaises font la loi. Le Vénérable Pâng Khath était emprisonné dans la prison de Saïgon. Son Gnoc Thanh partit à Tokyo avec l'aide des Japonais pour s'inscrire à l'université « Grande Asie ».

Nous sommes en 1945. Le 9 mars de cette année, l'Armée japonaise décida d'arrêter tous les Français en Indochine. Elle incitait les pays indochinois à se proclamer leur indépendance. Au Royaume du Cambodge, le Roi Norodom Sihanouk a proclamé l'indépendance du pays. Les Japonais firent venir Son Gnoc Thanh, leur protégé, au Cambodge pour former un gouvernement cambodgien. M. Chum Moug fut chargé de créer une armée khmère avec l'aide des Japonais. Ceux-ci firent libérer tous les prisonniers politiques dans les prisons françaises. Bun Chan Mol revenait à la capitale avec les restes du Vénérable Hem Chieu.

Quelques mois plus tard, l'Armée japonaise capitula sans conditions. Le Général Leclerc fut envoyé par les Alliés en Indochine pour désarmer l'armée japonaise. Au Cambodge il fit arrêter Son Gnoc Thanh pour crime de collaboration avec les Japonais. Son Gnoc Thanh fut amené en France et écroué. La police française au Cambodge procédait à arrêter tous les prisonniers, libérés par les Japonais. Cette fois-ci, Bun Chan Mol ne laissait pas faire, il s'enfuit à la province de Battambang. À l'époque cette province était annexée par la Thaïlande. L'adjoint de Son Gnoc Thanh, nommé Hout Sovann, fils du médecin Hout, fut arrêté quelque temps plus tard par la police française. Il a été torturé à mort au centre de la sûreté française. Pour dissimuler cet assassinat, la police française fit un rapport que le détenu Hout Sovann se suicide par pendaison. L'affaire a été classée.

Le retour de la France en Indochine n'était pas la bienvenue par la population. Au Cambodge, des nids des mouvements de libérations nationales ont été créés un peu partout dans le pays. À Kompong Speu, le Prince Chantaraingsey et le sous-lieutenant Thinh ont créé une armée. À Battambang, Bun Chan Mol, Hol Vong, Achar Pon et

ses amis ont créé une armée avec l'aide des Thaïlandais. Puth Chay, un malfrat et joueur des jeux hasard, a créé de son côté une armée avec l'aide des communistes vietnamiens. Un certain Vietnamien, nommé Nguyen Trinh Minh, était le conseiller politique de Puth Chay. Au district Arey kchach, Achar Yi était le chef d'une bande d'armée. Le sergent de l'armée française, nommé Dap Chhoun déserta pour rejoindre l'armée thaïlandaise en espérant d'obtenir un grade de sous-lieutenant. Ces mouvements ont été connus sous le nom « Mouvements Khmers Issarak ».

Dans le district de Lovir Em de la province de Kandal, M. Yi, un des chefs des Mouvements Khmers Libres, a eu une dispute avec des Vietminh. Au cours de laquelle, il a tué trente-quatre Vietminh, du côté khmer, il a eu sept morts. Ensuite Yi a ordonné à ses hommes de brûler les maisons des Vietminh dans les communes suivantes : Svay Chrum, Arey Kchach, Sarikakeo, Piem Okgna Ong, Koh Reas, Thâr Kor, Pleuv Trey ». Ces différends étaient une affaire d'escroquerie : « Yi a besoin des fusils, il a demandé au chef des Vietminh de l'aider à les procurer moyennant une somme d'argent de 20 000 Riels. Ce dernier a pris l'argent pour acheter au Vietnam des fusils, vendus sous manteau par les soldats français. Au lieu de livrer des fusils achetés à Yi, il a fourni à ce dernier des vieux fusils de son unité. Yi en était informé. Il venait immédiatement au camp des Vietminh avec ses hommes. La discussion a été mal tournée. Yi et ses hommes ont tiré sur les Vietminh présents à la réunion. La fusillade a été éclatée soudainement entre l'unité des Khmers et celle des Vietnamiens. Après quelques heures de combat, les Vietnamiens se battaient en retraite. Ils ont abandonné leurs camps à la merci des Khmers libres.

En 1947, des élections libres pour désigner une Assemblée constituante a été organisées au Cambodge. Il y avait quatre grands partis politiques en compétition :

-Parti démocrate (Prachear Thipadey), avec l'emblème d'une tête d'éléphant, dirigé par le Prince Sisowath Yuthivong et M. Eav Kheus ;

-Parti libéral (Séreyphéap), avec l'emblème du drapeau national, dirigé par le Prince Norindeth ;

-Parti Khmer (Khémarak Punakkar), avec l'emblème de la sirène, dirigé par Lon Lon et le Prince Sisowath Sirik Matak ;

-Parti Progressif avec l'emblème d'une flèche, dirigé par le Prince Norodom Montana.

La suite est connue de tout le monde : Sihanouk avait tout fait pour que la démocratie ne brille pas au Cambodge.